

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DRE n°2013-85 du 7 juin 2013 mettant en demeure la société SERRE ANDRIEU RECYCLAGE de respecter les conditions 15, 16, 20 a) et 20 c) de l'arrêté préfectoral du 18 avril 1985 réglementant les activités de récupération de métaux exercées au 25, route de la Seine à Gennevilliers.**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le Code de l'environnement, partie législative, et notamment ses articles L.511-1 et L.514-1,

**Vu** les décrets n°2009-1341 du 29 octobre 2009 et 2010-369 du 13 avril 2010 portant modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 18 avril 1985 et du 8 octobre 1998 réglementant l'activité de récupération de métaux de la société SERRE et ANDRIEU RECYCLAGE située au 25, route du Bassin n°6 à Gennevilliers, classable en autorisation sous la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2011 actant de la mise à jour du classement des activités exercées par la société SERRE et ANDRIEU RECYCLAGE située au 25, route du Bassin n°6 à GENNEVILLIERS sous les rubriques 2713/1, 2718/1 et 2791/1 (activités soumises à autorisation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifiant l'arrêté préfectoral du 18 avril 1985 portant réglementation des activités du site précédemment classables sous la rubrique 286,

**Vu** le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France en date du 29 mai 2013 et qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection réalisée le 24 mai 2013, l'existence de 2 non-conformités notables, à savoir :

**Non-conformité notable 1 :**

- la présence d'un feu sur l'aire d'oxycoupage qui provoquait des fumées odorantes avec dispersion dans l'atmosphère. Cette situation n'est pas conforme aux conditions 15 et 16 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 1985 autorisant l'exploitation du site ;

**Non-conformité notable 2 :**

- le réseau d'incendie armé (RIA) prévu sur le plan fourni par courrier du 16 novembre 2012 n'était pas directement accessible depuis la zone d'oxycoupage. Par ailleurs, il est de couleur noire et ne porte pas la mention d'un contrôle de vérification. Un extincteur était néanmoins disponible au niveau du bâtiment administratif. Les ouvriers ont visiblement utilisé un sceau d'eau pour éteindre très rapidement le feu. De plus, l'accès indiqué au tuyau incendie nécessitait de contourner une benne et le stock d'oxygène.

En tout état de cause, ces moyens d'extinction n'étaient pas directement accessibles depuis la zone d'oxycoupage, et n'étaient pas utilisables dans les délais permettant de maîtriser rapidement un départ de feu. En conséquence, l'inspection considère que les moyens incendie dont dispose la zone d'oxycoupage lors de la visite ne sont pas appropriés aux risques à combattre.

Enfin, l'inspection a constaté que le feu a été éteint sur présentation de l'équipe d'inspection à l'entrée du site et après intervention de Mme HORNE auprès des opérateurs en charge de l'oxycoupage. Le personnel ne paraît pas suffisamment formé à la nécessité de maîtriser les départs d'incendie. Les éléments justifiant de leur formation à la manœuvre des moyens incendie devront par ailleurs être apportés.

L'inspection considère que cette situation n'est pas conforme aux paragraphes a) et c) de la condition 20 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 1985 autorisant le site

et propose compte tenu des enjeux en terme de sécurité et de prévention des risques, de mettre en demeure l'exploitant de respecter, les conditions d'exploitation imposées, en application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement, à savoir :

**- dans un délai de 24 heures, les conditions d'exploitation imposées par les conditions 15 et 16 de mon arrêté du 18 avril 1985,**

**- dans un délai d'un mois, les conditions d'exploitation imposées par les conditions 20 a) et 20 c) de mon arrêté 18 avril 1985,**

**Considérant** que ces manquements constatés sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu, de prendre à l'encontre de cette société un arrêté de mise en demeure afin d'assurer le respect de la réglementation en vigueur,

**Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,**

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

La société SERRE ANDRIEU RECYCLAGE représentée par son directeur général M. Patrice GARNIER et dont le siège social est 25, route du bassin n°6 92230 GENNEVILLIERS, **est mise en demeure** à compter de la notification du présent arrêté **de respecter, en application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement :**

**- dans un délai de 24 heures, les conditions 15 et 16 de mon arrêté du 18 avril 1985,**

**- dans un délai d'un mois, les conditions 20 a) et 20 c) de mon arrêté 18 avril 1985,**

### **ARTICLE 2 :**

Faute de respecter cette mise en demeure, il pourra être fait application des autres mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 :**

#### **VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

##### **Recours contentieux :**

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur ou un tiers a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

##### **Recours non contentieux :**

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, Grande Arche – Tour Pascal A et B – 92055 – La DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

### **ARTICLE 4 :**

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société SERRE ANDRIEU RECYCLAGE,
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

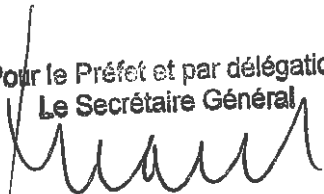
Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

### **ARTICLE 5 :**

Monsieur le Secrétaire Général,  
Monsieur le Maire de Gennevilliers,  
Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur l'Inspecteur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 7 juin 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  


Didier MONTCHAMP

